

CCFD-Terre Solidaire et Instituts religieux en 2011 : même regard



50 ans CCFD - Terre Solidaire, Dole, 2 avril 2011



irsi.instituts@yahoo.fr



ccfd-terresolidaire.org



sidi.fr

Partie 1

Une année riche en événements

- DÉCEMBRE
Un nouveau Pacte d'actionnaires : Sidi/CCFD-Terre Solidaire/Instituts religieux p. 5
 - FÉVRIER
Le Petit Journal et son supplément aux communautés monastique p. 6
 - MARS
 - Les jeunes religieux fêtent les 50 ans du CCFD-Terre Solidaire à Saint-Denis p.7
 - Naissance d'IRSI - Instituts religieux et solidarité internationale p. 8
- Annexe : Spiritualité de la solidarité internationale

Partie 2

Haïti un an après le séisme

- Quelques données sur le partenariat et rôle du chargé de mission p. 15
- Le CCFD-Terre Solidaire en Haïti, un partenariat de longue date p. 15
- Face à l'urgence, le CCFD- Terre Solidaire se mobilise : pourquoi ? Comment ? p. 17
- Participer à la reconstruction du pays p. 18
- Coordonner nos efforts p. 18
- Conclusion

Partie 3

Les partenariats à Madagascar

- Présentation p. 23
- Les axes forts p. 24
- Les partenaires p. 25
- Les alliés p. 26
- Nos participations :
 - Paix et prévention des conflits
 - Souveraineté alimentaire et modèles de développement agricole
 - Plaidoyer

Bonjour,

Ce document vous est proposé pour vous communiquer l'évolution des relations CCFD-Terre Solidaire avec les instituts religieux en 2011 qui a été riche en événements.

Partie 1 - Une année 2011 riche en événements

Signature du pacte d'actionnaires SIDI-CCFD-Instituts religieux en décembre 2010. Le Petit Journal et son supplément aux communautés monastiques en février 2011. Naissance d'IRSI - Instituts religieux et solidarité internationale, le 2 mars 2011. Participation de jeunes religieux à la fête des 50 ans à Saint-Denis le 5 mars 2011. Et... le 7 mai 2011, entrée d'IRSI dans la collégialité du CCFD-Terre Solidaire.

Partie 2 - Haïti, un an après le séisme

Ce livret présente l'intervention de Violaine Dory, chargée de mission pour Haïti au CCFD-Terre Solidaire. Elle nous livre l'essentiel des projets et réalisations en cours, ainsi que les questions qui se posent dans les relations avec nos partenaires de ce pays.

Partie 3 - Partenariats à Madagascar

Cette étude nous a été demandée par un institut religieux présent depuis de très nombreuses années à Madagascar. Nous profitons de l'occasion pour la diffuser plus largement car, probablement elle intéresse l'ensemble de la vie religieuse présente à Madagascar et dans l'Océan Indien.

Bonne lecture,



Christiane Vanvincq

Chargée de Relations, CCFD-Terre Solidaire/Instituts religieux
c.vanvincq@ccfd.asso.fr

PARTIE 1

UNE ANNÉE RICHE EN ÉVÉNEMENTS

I - En décembre, un nouveau Pacte d'actionnaires SIDI/CCFD-Terre Solidaire/Instituts religieux

Quatorze instituts religieux ont répondu à l'appel de la SIDI et du CCFD-Terre Solidaire pour renforcer le Pacte d'actionnaires, suite au départ des Ursulines de Jésus.

Christian Schmitz, président du Directoire, Geneviève Guénard, directrice Administration Finances du CCFD-Terre Solidaire, Marie-Thérèse Gaud, économiste générale des Auxiliatrices, ancien membre du Pacte, Christiane Vanvincq, chargée des relations CCFD-Terre Solidaire/Instituts religieux participaient également à ces deux rencontres : 10 juin 2010 (complément d'information) et 5 novembre 2010 (signature du nouveau Pacte).

Toutes les personnes présentes, économistes générales de manière habituelle aux journées CCFD-Congrégations. Elles sont engagées avec leur Institut aux côtés du CCFD-Terre Solidaire, de longue date, et pour la plupart déjà actionnaires de la Sidi.

Ces 14 instituts conçoivent au fait que leur participation permettra de maintenir durablement l'objet social de la Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), c'est l'objectif de l'élargissement du Pacte et des évolutions structurelles qui seront envisagées dans les années à venir.



Sidi, 5 novembre 2010 : signature du nouveau Pacte d'Actionnaires

Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire prend la parole pour accueillir les 14 représentant(e)s des instituts religieux signataires du nouveau Pacte d'actionnaires et souligne les enjeux que lui inspire cet événement.

L'Espérance manifestée par le courage, la créativité, l'engagement dont nos partenaires nous font cadeau et qui nous entraîne à appréhender notre propre partenariat avec cette même espérance, vivante, malgré le contexte souvent difficile du monde dans lequel nous vivons : jungle, violence, injustice, corruption...

L'argent serviteur. Nous faisons la preuve que l'argent peut avoir un sens, que les circuits financiers ne sont pas nos maîtres. Nous devenons maîtres de la finance grâce à un outil qui se met délibérément au service de la personne humaine. Nous en témoignons par nos engagements et nos signatures.

L'Église est au rendez-vous. Alors que la société pense que l'Église a l'habitude des rendez-vous manqués ou des rendez-vous inutiles, aujourd'hui, l'Église, à travers nous, est au rendez-vous. Le corps Église que nous formons est extrêmement divers, nous sommes cette humanité qui cherche de manière incarnée et non pas seulement par des discours.

Une autre mondialisation. La mondialisation dont on parle depuis longtemps est là. Nous l'envisageons autrement que par la violence et l'élimination de l'autre ; autrement que par la libre concurrence du

« que le meilleur gagne » qui revient à dire « que le plus faible perde », cette conception libérale oublie que l'être humain est fragile.

Nous choisissons le partage comme réponse économique. La signature aujourd'hui du pacte d'actionnaires est une construction juridique et aussi une invitation à être les avocats de ces enjeux.

Conclusion sous forme de souhaits

Que nous puissions faire cette découverte de l'outil extraordinaire qu'est la Sidi, performant, adapté et ne pas le garder secret.

Que nous sachions communiquer et faire connaître dans la sphère de l'opinion publique que nous pouvons toucher, ce travail extraordinaire de la Sidi en trouvant le langage et les mots simples qui conviennent pour parler de ces mécanismes...



Sidi, 5 novembre 2010 : signature du nouveau Pacte d'Actionnaires

II - En février, premier supplément du Petit Journal aux communautés monastiques

Cette première lettre du CCFD-Terre Solidaire aux communautés monastiques est un supplément du *Petit Journal* du CCFD-Terre Solidaire aux communautés religieuses, qui a vu le jour en février 2009. Le *Petit Journal* fête cette année ses 3 ans. À cette occasion et pour les 50 ans du CCFD-Terre Solidaire, nous avons pensé aller à la rencontre de la vie monastique. Ce supplément paraîtra une fois par an, sous la forme d'un quatre pages, quatre rubriques qui disent bien nos objectifs :

Page 1 Partager avec vous notre regard d'Espérance

Page 2 Vous donner un écho de nos engagements et partenariats

Page 3 Dire nos coups de cœur

Page 4 Vous proposer de vous associer à notre prière sur le monde



III - En mars, participation des jeunes religieux à la fête des 50 ans à Saint-Denis

La veillée de Saint-Denis a été construite autour du texte du CCFD-Terre Solidaire *Spiritualité de la solidarité internationale*. Chaque intervenant reprenant à son compte une conviction :

- Nous avons foi en un Dieu Créateur qui nous rend responsable du monde
La Joc et les Scouts/Guides
- Nous reconnaissons la dignité de chacun : Justice et Vérité
Un partenaire
- Donner et recevoir
Le réseau des jeunes religieux et religieuses d'Île-de-France
- Nous voulons être accueillants à tous
La Cimade

Pour la Vie religieuse

Témoignages

Anne Cénéloni, Auxiliaire du Sacerdoce
Stéphane Lognon, Frère des Écoles
Chrétiennes, Ghislaine Nave, Xavière

Donner et Recevoir

Spiritualité de la solidarité internationale

Nous savons l'importance du vivre ensemble et de la nécessité de l'échange entre nous. (extraits)

Ghislaine : *Aller à la rencontre du prochain, dans mon expérience de vie religieuse, c'est déjà par le fait de vivre en communauté ! La dimension internationale commence parfois dès le petit-déjeuner*



avec telle ou telle sœur qui vient d'un autre pays ou qui mévoque son expérience à l'étranger... mais aussi par les liens que nous avons avec nos communautés à l'étranger, leurs amis, leurs familles. Alors oui, parfois cela me demande de faire l'effort de me lever et de marcher... ce peut être parfois difficile de vivre ensemble mais quelle richesse et quelle ouver-

ture personnelle ! Cela élargit mon horizon et me fait souvent voir le monde différemment que de mon seul point de vue et me fait connaître des choses que je n'aurai jamais connues autrement.

Parce qu'il vit sa mission de manière collégiale, le CCFD-Terre Solidaire dans son encouragement au partage, promeut une saine diversité dans la manière de faire Église. (extrait)

Ghislaine : *Oui, c'est vrai qu'au CCFD il y a de la diversité, c'est important parce que c'est justement cela pour nous, "faire Église". C'est pourquoi nous sommes heureux de travailler avec le CCFD-Terre Solidaire et de participer à la création de l'association "Instituts religieux et solidarité internationale". Les 62 instituts de cette nouvelle association qui entrent dans la collégialité représentent 52 000 religieux et religieuses répartis dans presque tous les pays du monde ! Donner et recevoir, cela commence avec Dieu : à lui qui nous donne d'être ce que nous sommes, nous rendons grâce et nous le prions par le psaume 126.*

Nous invitons les chrétiens à vivre le partage dans une démarche spirituelle inspirée de la relation trinitaire. La solidarité active nous aide à grandir dans notre vie de foi.

Anne : *La vie religieuse nous fait vivre une solidarité active et féconde. Elenilda et moi sommes rentrées en même temps dans la congrégation, elle au Brésil, moi en*



France. Elle venait d'un milieu pauvre, n'avait pas de diplôme et vivait de petits boulots. Je venais d'un milieu plutôt favorisé et j'avais travaillé six ans dans un poste à responsabilité. Faire vœu de pauvreté, c'est-à-dire mettre en commun nos biens, a conduit à une vie plus confortable pour Elenilda et à une vie plus simple pour moi, nous permettant toutes les deux de vivre selon notre désir commun d'être au service des autres et de l'Évangile.

En soutenant des projets qui sont à l'initiative de ses partenaires, le CCFD-Terre Solidaire n'agit pas à la place de l'autre. Par ce partenariat il va à la rencontre de l'autre aussi éloigné soit-il.



Stéphane : *La vie religieuse c'est aussi l'internationalité, une présence sur tous les continents ; savoir que d'autres frères et sœurs de couleurs, de pays et de cultures différentes agissent comme nous, ensemble au nom du Christ, est une chance, une grâce. Par la multiplicité de ces hommes et de ces femmes c'est le visage du Christ qui se dessine, qui se laisse découvrir pour les hommes et les femmes de notre planète. Nos présences où que nous soyons nous invitent à « être proches de ceux qui sont loin, sans être loin de ceux qui sont proches ». Nous croyons que « beaucoup de petites choses, faites par beaucoup de petites gens, dans beaucoup de petits endroits, peuvent changer le monde !*

Pascal Vincens, directeur Éducation au développement et animateur de la soirée

Merci. Je voudrais souligner cette bonne nouvelle que vous nous avez partagée avec la création de cette association : institut religieux et solidarité internationale. Je sais que les congrégations de religieuses et de religieux sont depuis les origines du CCFD-Terre Solidaire des compagnons de route. Dans la famille très diverse que nous composons ici, je crois que certains sont tellement discrets que l'on finit, non pas par les oublier, mais par ne plus remarquer leur présence. Leur présence au sein de la famille n'est pas moins essentielle. Pour concrétiser cela, je prendrais l'exemple de la finance solidaire. Quand, en 1983, le CCFD-Terre Solidaire a créé la Sidi, vous avez été les premières et les premiers à nous dire : « Banco ! On y va » ! Pour prêter de l'argent à des gens à qui plus personne ne veut prêter, avec qui plus personne ne veut prendre de risques. Aujourd'hui, chaque année, ce sont plus de deux millions de personnes qui bénéficient de cela. Vous n'y êtes pas pour rien. Alors merci ! Continuons la route ensemble...

IV - En mai, entrée d'IRSI dans la collégialité

☐ 2 mars 2011 - Naissance d'IRSI

Soixante-deux instituts religieux, 26^e membre de la collégialité du CCFD-Terre Solidaire.

Les rencontres organisées par le CCFD-Terre Solidaire depuis 1979 ont permis aux responsables des instituts religieux concernés par les questions de développement et de relations Nord/Sud, de partager sur leur implication en termes de solidarité internationale et de développement et celle de leurs membres au Nord comme au Sud. Au fil des années ces rencontres ont révélé un groupe d'instituts portant une intuition commune. C'est ainsi que s'est créée entre eux une forme d'association qui leur permet de réfléchir aux problématiques complexes du monde, de s'informer mutuellement, de faire circuler acquis et expériences dans divers domaines.

La question de la représentativité de la vie religieuse dans les instances associatives du CCFD-Terre Solidaire a souvent été posée. Lors d'une rencontre CCFD-Congrégations en 2010 l'idée a été lancée : les instituts religieux qui le souhaitent pourraient constituer une « association de fait ». Aujourd'hui, la constitution de cette association permet de répondre à une double préoccupation : celle des instituts toujours en recherche de nouvelles solidarités entre eux, avec d'autres, au Nord comme au Sud, et la possibilité d'exprimer la sensibilité de la vie religieuse dans les débats, choix et orientations de divers organismes dont le CCFD-Terre Solidaire.



Le 3 mars 2011, lors de la rencontre CCFD-Terre Solidaire/Instituts religieux, une association de fait s'est constituée, sous l'appellation Instituts religieux et solidarité internationale (IRSI). Les 62 instituts adhérents représentent un effectif de 54 107 personnes dans le monde. Le Bureau nouvellement élu a désigné Gisèle Mérot¹, sœur de l'Instruction Chrétienne de Saint Gildas des Bois, comme première présidente de l'Association.

En décembre 2010 Gisèle Mérot, venue présenter le lancement de l'association et la demande de son entrée dans la collégialité, lors de l'Assemblée Générale du CCFD-Terre Solidaire, a tenu à remercier tous les salariés qui ont soutenu et enrichi cette recherche, favorisé au fil des années une meilleure collaboration et connaissance réciproque. Elle a également remercié chaleureusement pour le temps qu'ils donnent, le partage de leurs compétences... et l'amitié déployée dans ces relations... Elle a rappelé que sans eux nous ne serions pas arrivés aujourd'hui à cet événement ecclésial aussi important pour le CCFD-Terre Solidaire que pour la vie religieuse.

L'Assemblée Générale des membres fondateurs d'IRSI réunie le 3 mars 2011, a décidé à l'unanimité, l'entrée d'IRSI dans la collégialité du CCFD-Terre Solidaire :

- Reconnaissant que la vie religieuse est présente et active au CCFD-Terre Solidaire depuis sa création et qu'ils ont des intérêts communs au service du développement et de la solidarité internationale ;

¹ Gisèle Mérot a été chargée des relations CCFD/Instituts religieux, salariée du CCFD de 1994 à 1999.



Les membres du Bureau IRSI de gauche à droite : Isabelle Retailleau, sœur de la Sagesse, Thierry Mangeart (trésorier), Frère des Campagnes, Gisèle Mérot (Présidente), sœur de l'Instruction Chrétienne, Anne Bayart (déléguée au CCFD), Saint Ursule de Tours Pierre Meynet (secrétaire), père Blanc.

- Reconnaissant que la vie religieuse est présente dans tous les pays du monde et qu'elle a de nombreuses richesses à partager ;
- Par décision de l'Assemblée Générale constitutive du 2 mars 2011, et en réponse à la proposition du CCFD-Terre Solidaire, l'Association instituts religieux et solidarité internationale (IRSI) pourra devenir membre de la collégialité pour participer aux débats et orientations du CCFD-Terre Solidaire.

Le Bureau IRSI a délégué Anne Bayart, supérieure générale, Compagnie Saint Ursule de Tours, pour représenter l'Association IRSI à l'Assemblée Générale du CCFD-Terre Solidaire. À ce titre, elle aura particulièrement à cœur d'exprimer le point de vue des instituts religieux concernés et d'apporter leur expérience en matière de développement et de solidarité internationale.

□ 7 et 8 mai 2011 - Entrée dans l'Assemblée Générale du CCFD-Terre Solidaire

Une Assemblée générale importante s'est tenue les 7 et 8 mai 2011 au cours de laquelle trois nouveaux membres ont été admis au sein de la collégialité des Mouvements et Services d'Église. Il s'agit des associations et services suivants :

IRSI – Instituts religieux et solidarité internationale qui regroupe 62 instituts religieux, représentant près de 55 000 religieux et religieuses irsi.instituts@yahoo.fr

La DCC (Délégation catholique pour la coopération), service d'Église qui envoie et accompagne des volontaires dans plus de 50 pays ; la DCC s'appuie, dans son action, sur un réseau d'anciens volontaires répartis dans les diocèses de France.

La Pastorale des Migrants, service d'Église qui, à travers un aspect de solidarité avec tous nos frères migrants en difficulté, vise plus particulièrement à soutenir les migrants catholiques dans leur foi exprimée dans leur culture et à sensibiliser l'opinion publique française à la réalité des migrations et aux enjeux pour la foi.

IRSI – Institut religieux et solidarité internationale

• Auxiliaires du Sacerdoce • Auxiliatrices de la Charité • Carmel Saint Joseph • Congrégation Notre Dame • Charité de Nevers • Charité de Notre Dame d'Evron • Charité de Sainte Marie • Sœurs du Christ Rédempteur • Dominicaines de la Présentation France • Bon Sauveur de Caen • Filles de la Charité de St Vincent de Paul • Filles de Jésus de Kermaria • Filles de Sainte Thérèse d'Avesnes • Filles de la Sagesse • Filles du Saint -Esprit • Filles de Sainte Marie de la Présentation • Franciscaines Missionnaires de Notre Dame • Franciscaines Missionnaires de Marie • Franciscaines de la Propagation de la Foi • Immaculée Conception Saint Meen • Sœurs de Saint François d'Assise de Montpellier • Sœurs de l'Instruction Chrétienne • Marie Auxiliatrice • Miséricorde de Sées • Missionnaires du Saint Esprit • Religieuses de Nazareth • Notre Dame du Calvaire • Notre Dame du Cénacle, Notre Dame de la Compassion • Notre Dame du Mont Carmel • Petites Sœurs Dominicaines • Petites Sœurs de l'Ouvrier •, Petites Sœurs de l'Assomption • Petites Sœurs de la Sainte Enfance, Providence de Langres, Providence de Portieux, Providence de Saint André de Peltre • Saint André • Sacré Cœur de Jésus • Sacrés Cœurs de Mormaison • Saint Charles • Saint François d'Assise de Lyon • Saint Joseph de Lyon • Sainte Famille d'Amiens • Sœurs de Sainte Marthe • Sainte Ursule de Tours • Saints Cœurs de Jésus et de Marie • Servantes des Pauvres Jeanne Delanoue • Filles du Cœur de Marie • Sœurs du Prado • Sœurs des Campagnes • Sœurs du Christ • Sainte Clotilde • Sainte Marie de Torfou • Très Saint Sauveur • Ursulines de Jésus • La Xavière • Frères Missionnaires des Campagnes • Missionnaires du Sacré-cœur (Issoudun) • Congrégation de la Mission (Lazaristes) • Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) • Missionnaires Notre Dame de la Salette

CCFD-TERRE SOLIDAIRE

28 Mouvements et Services de la collégialité

• Action catholique des enfants (ACE) • Action catholique des femmes (ACF) • Action catholique des milieux indépendants (ACI) • Action catholique ouvrière (ACO) • Chrétiens dans le monde rural (CMR) • Coopération missionnaire (OPM) • Chrétiens dans l'enseignement public • Délégation catholique pour la coopération (DCC) • Instituts religieux et solidarité internationale (IRSI) • Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) • Jeunesse indépendante chrétienne (JIC) • Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF) • Jeunesse mariale (JM) • Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC/JOCE) • La Pastorale des Migrants • Mission de la Mer • Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC) • Mouvement chrétien des retraités (MCR) • Mouvement du Nid • Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ) • Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC) • Pax Christi • Scouts et Guides de France (SGF) • Secrétariat général de l'Enseignement catholique (SGEC) • Secrétariat national pour l'évangélisation des jeunes, scolaires et étudiants, Aumôneries étudiantes • Société de Saint-Vincent de Paul (SVP) • Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui (VEA) • Voir ensemble

Rencontre CCFD/Congrégations religieuses - mars 2010



HAÏTI UN AN APRÈS LES SÉISME

CCFD-Terre Solidaire/Instituts religieux

Intervention de Violaine Dory à la journée du 2 mars 2011

Violaine Dory, chargée de mission pour Haïti au CCFD-Terre Solidaire, nous livre l'essentiel des projets et réalisations en cours, ainsi que les questions qui se posent dans les relations avec nos partenaires de ce pays.

Avant de parler d'Haïti, je voudrais vous livrer quelques données sur le partenariat et le rôle du chargé de mission.

1) Le partenariat

À ce jour, le CCFD-Terre Solidaire soutient 466 projets dans 63 pays. Ce sont les chiffres du Rapport d'activité de 2009.

L'objectif du partenariat est d'accompagner et de soutenir des initiatives allant dans le sens d'une transformation sociale et de renforcement d'une citoyenneté mondiale, dans l'ensemble des pays concernés ainsi qu'au niveau international.

Le soutien du CCFD-Terre Solidaire se fait par différents biais. D'une façon très visible, c'est le **financement des initiatives et projets**. Ce soutien peut également s'accompagner d'un appui sur les méthodes, la formation et l'accompagnement en vue d'un renforcement des capacités et des structures : associations, petites ONG locales...

Nous travaillons à la **mise en réseau** des partenaires de différents pays et régions, pour les aider à confronter des problématiques similaires, leur permettre d'alimenter leurs réflexions, d'échanger sur des méthodes, de trouver entre eux des solutions à travers des échanges d'expériences. La Campagne de

carême, qui a vocation de témoigner en France de ce qui se passe là-bas, est aussi un lieu où des partenaires du monde entier se rencontrent et peuvent à ce moment-là échanger et partager leurs expériences.

Enfin, nous proposons à nos partenaires de prendre part à des événements internationaux – je pense entre autres au Forum social mondial – leur permettant de participer à des réflexions au niveau mondial sur les problématiques qui les intéressent.

2) Le rôle du chargé de mission

Première mission : l'expertise

Le chargé de mission doit bien connaître le pays ou la région dont il a la charge, son actualité, les enjeux, les dynamiques en cours, notamment à travers des échanges de points de vue avec les acteurs locaux, différents réseaux, ONG ou autres. C'est un travail de veille et de connaissance pour repérer les actions à soutenir et faire ressortir les priorités.

Deuxième mission : l'identification des partenaires et projets

Le chargé de mission identifie des acteurs de transformation sociale, des partenaires et des initiatives porteurs d'avenir.

Troisième mission : le choix des partenaires

Pour cela, il y a deux critères très importants à retenir, évaluer la capacité du partenaire à faire un bon projet – son organisation, les moyens humains, la base sociale avec laquelle il travaille – ainsi que sa capacité à agir sur les causes de la pauvreté pour un changement en profondeur.

Quatrième mission : l'accompagnement des partenaires

Il s'agit d'accompagner ces partenaires dans le montage des projets, les méthodes, les formations, repérer leurs besoins en termes de moyens et de suivi. En dehors des contacts réguliers à distance, il se rend, en général, une fois par an dans chaque pays pour constater l'évolution des projets.



Cinquième mission : la gestion des fonds

C'est un travail de gestion des initiatives à partir des circuits de validation internes au CCFD-Terre Solidaire jusqu'au suivi de la bonne utilisation des fonds sur le terrain. Par exemple lors de la visite d'un projet d'adduction d'eau potable, il convient de voir si le comité de suivi de la source fonctionne bien. À cela s'ajoutent l'écriture des rapports et présentations synthétiques des réalisations, la réception et vérification des rapports et comptes rendus financiers des projets, documents à archiver...

Sixième mission : éducation au développement

Nous sommes appelés à intervenir régulièrement, pour un point d'information, dans les diocèses ou dans les médias, ou encore dans divers groupes qui s'intéressent à un pays, à une problématique.

Tout cela s'inscrit dans la durée, ce qui veut dire que pour entrer en partenariat, on prend le temps de bien se connaître puisque l'on va s'engager pour de nombreuses années. Il faut également noter que la fin d'un partenariat est en général un moment délicat.

DÉBAT SUR LE RÔLE DU CHARGÉ DE MISSION

Question : J'ai entendu dire que le CCFD-Terre Solidaire réduisait le nombre de ses partenaires, j'aurais attendu l'inverse. Pouvez-vous nous expliquer ce choix ?

On part du constat que pour bien faire ce travail, être engagé de façon profonde et réciproque, un chargé de mission ne doit pas suivre un nombre trop important de partenaires. Nous voulons approfondir nos partenariats, leur donner plus d'envergure, mais cela ne peut se faire que s'ils ne sont pas trop nombreux. À cela s'ajoute également la question de nos capacités financières.

Jacques Matthys, secrétaire national de l'association CCFD-Terre Solidaire

C'est l'Assemblée Générale qui a pris cette décision en 2008 et cela est notifié dans le Rapport d'orientation. Vaut-il mieux soutenir beaucoup de petites associations en donnant peu à chacune, parce que nos moyens sont limités ou des associations plus importantes qui peuvent avoir un impact plus grand au niveau de la transfor-



mation sociale de leur pays et de leur région ? Cette question est en débat quasi permanent, et nous n'allons pas y échapper dans les mois à venir, avec la rédaction d'un nouveau rapport d'orientation. Vous allez pouvoir participer au débat et amener votre point de vue et sensibilité sur ces questions. C'est probablement un débat que vous pouvez avoir à votre niveau.

Question : Actuellement, au CCFD-Terre Solidaire en France, on travaille de plus en plus avec d'autres associations, non confessionnelles aussi. Travaillez-vous également avec d'autres associations qui ne sont pas des partenaires ?

Il y a beaucoup de lieux de concertation dans lesquels nous sommes impliqués en tant qu'acteurs de développement. Jusqu'à nous faisons la distinction entre les partenaires avec lesquels existait une relation de projets et les alliés avec lesquels on entretenait plutôt des relations d'échanges, sans forcément soutenir financièrement un projet, cette distinction est en train de changer.

Question : Quels sont les circuits de validation d'un projet ?

Par région et par pays, nous analysons les enjeux du moment, pour les quatre ans à venir et les enjeux de l'année. À partir de là, nous élaborons des stratégies qui sont validées par une Commission du partenariat international (CPI). On rédige ensuite des plans pluriannuels validés par le responsable de service et le directeur, qui sont soumis au Comité permanent de financement (CPF). Le CPF présente les projets au Conseil d'Administration qui entérine les

Quelques données sur Haïti

décisions. Il revient alors aux chargés de mission concernés d'assurer le suivi des engagements pris.

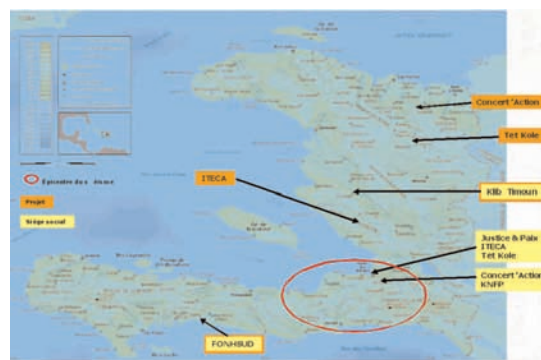
Le CCFD-Terre Solidaire en Haïti : un partenariat de longue date

Haïti (Taïnos) veut dire « pays montagneux » dans le langage de la population autochtone avant la colonisation espagnole puis française, c'est le tiers ouest de l'île Hispaniola, Saint-Domingue se trouvant sur l'autre partie de l'île.

C'est la première république noire qui a gagné son indépendance en 1804 à la suite d'une révolte d'esclaves contre Napoléon Bonaparte. Une histoire forte dont sont très fiers les Haïtiens. Aujourd'hui, la population est de 10 millions d'habitants sur un territoire assez restreint de 27 000 km² (France : 551 695 km²). 49 % des habitants

Les six thématiques prioritaires du CCFD-Terre Solidaire

- Souveraineté alimentaire
- Économie sociale et solidaire
- Prévention des conflits
- Évolution des rapports homme/femme pour plus d'égalité
- Le partage des richesses financières
- Les migrations internationales



sont des urbains mais 65 % vivent de l'agriculture, l'activité principale du pays. Haïti est connu pour être le pays le plus pauvre de l'hémisphère Nord, avec 80 % de la population qui vit en dessous du seuil de la pauvreté avec moins de deux dollars par jour.

Après l'indépendance, a suivi une construction nationale assez chaotique jusqu'au XX^e siècle, l'occupation américaine (1915 et 1935), la dictature des Duvalier (1957-1986) et depuis une certaine libéralisation économique, une grande instabilité politique avec les présidents Aristide et Préval. On se souvient des émeutes de la faim en 2008 qui ont été assez dévastatrices pour le pays.

Aujourd'hui avec ses sept partenaires le CCFD-Terre Solidaire est engagé sur trois grandes thématiques. La souveraineté alimentaire, l'économie sociale et solidaire, la défense et la promotion des droits humains.

Présentation des partenaires en Haïti

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

◆ ITECA (Institut de technologie et d'animation)

ONG d'appui aux mouvements paysans qui, par des méthodes d'éducation populaire mène des projets dans différentes zones du pays : au Nord, dans le plateau central, un centre de formation dans la zone rurale autour de Port-au-Prince, très touchée par le séisme. Cette ONG est née avec le soutien de quelques religieux assez impliqués.

◆ CONCERT-ACTION (Concertation et Action pour le Développement)

Le projet « amélioration de l'accès à l'eau potable dans les zones défavorisées de la commune de Sainte-Suzanne » se situe dans

le Nord, dans une zone rurale reculée. Le travail de Concert-Action est assez exemplaire. Des comités de source sont chargés de gérer la construction et la gestion des captages. Concert-Action accompagne la prise en main par la communauté d'un outil et d'un bien public de manière remarquable et avec un grand professionnalisme. Il associe ce projet à un ensemble d'autres actions : reboisement, pépinières pour développer l'agriculture et aménager le milieu.

◆ Tete Kole

Une organisation paysanne implantée dans presque tout le pays – huit départements sur dix –, impliquée dans la défense des petits producteurs et la mise en valeur de

l'identité paysanne haïtienne. Elle est issue du processus d'organisation des communautés ecclésiales rurales de base dans les années soixante-dix et notamment dans le Nord-Ouest suite au massacre de 139 paysans qui s'étaient révoltés contre les grands propriétaires terriens, qui n'utilisaient pas leurs terres. Depuis 2008, nous travaillons avec eux sur un projet d'élevage de chèvres.

◆FONHSUD (Fonds haïtien d'appui au développement du Sud)

Ce fonds a été créé par le curé de la paroisse d'Aquin et un certain nombre d'autres prêtres de la région de Cayes. Il intervient dans le développement local sur les questions de reboisement, d'accès à l'eau, l'accompagnement des mutuelles de solidarité, le développement agricole et aussi la concertation avec les élus. Fonhsud est en relation avec Désir d'Haïti, association née d'une immersion de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire d'Île-de-France en Haïti.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

◆KNFP (Conseil national du financement populaire)

Réseau d'institutions de micro-finance et de mutuelles de solidarité composé 9 associations membres. Le KNFP assume des fonctions d'appui et de formation au financement populaire et de renforcement institutionnel de ces 9 associations locales de microcrédit. À travers elles, il touche plusieurs dizaines de milliers de personnes, et a une envergure nationale. Aujourd'hui il met en place un fonds rural d'investissement et de crédit solidaire, en créant une

société financière de développement pour aider le milieu rural à se développer.

DÉFENSE ET PROMOTION DES DROITS HUMAINS

◆Commission épiscopale Justice & Paix

C'est un de nos plus anciens partenaires, qui depuis les années quatre-vingts met en place un plan national de formation en droits humains pour environ 200 commissions « Justice et Paix » dans tout le pays. Suite au séisme, des formations supplémentaires sur la décentralisation et la prévention des conflits ont été proposées dans les camps.

◆Klib Timoun

L'association a été créée à l'initiative d'une sœur dominicaine des Campagnes, qui vient de prendre sa retraite. Cette association basée à Verrettes, zone très touchée par le choléra, cherche à répondre à la problématique des « reste-avec », enfants en domesticité dans des familles, afin de leur trouver des lieux de soutien et de socialisation qui les sortent de ce contexte.



KNFP - Konesy Nasyonal Finansman Popilè

Le séisme en Haïti : quelques chiffres



Un séisme qui a fait plus de 250 000 morts, trois millions de sans-abri, un mouvement important de déplacés qui ont quitté Port-au-Prince pour se réfugier dans la campagne, dans leur famille ou même chez des gens qu'ils ne connaissaient pas. Un nombre très important de camps hébergeant plus de deux millions de personnes.

Aujourd'hui, malgré le très fort élan de générosité dont a fait preuve le peuple haïtien envers ses frères et sœurs, on dénombre encore 900 000 personnes sous tentes.

Face à l'urgence, le CCFD se mobilise : pourquoi ? Comment ?

Le Séisme

Nous ne sommes pas une ONG d'urgence mais, si nous sommes concernés par cette catastrophe, c'est avant tout à travers nos partenaires. Ces derniers ont eux-mêmes été touchés dans leurs bâtiments, dans leurs équipes, dans les communautés avec lesquelles ils travaillent, puisque la plupart d'entre eux avaient leur siège à Port-au-Prince, même s'ils agissaient sur l'ensemble du pays, et certains travaillaient avec des communautés rurales sur la zone très touchée.

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire dans ces cas-là se justifie par un renforcement du soutien aux partenariats existants. Grâce à une implication sur le long terme avec des partenaires du pays et leur connaissance très fine du contexte, qui vont pouvoir analyser la situation, définir des moyens d'action, faire des propositions sur la façon dont on peut gérer la « crise ».

Après le temps de l'information qui est indispensable, le temps est venu de répondre aux besoins des partenaires.

L'urgence

À savoir la réparation, le rachat de locaux, la location de locaux temporaires, la réparation des véhicules, le remplacement des meubles, du matériel (2 900 bâches et 143 tentes), apporter de l'aide individuelle aux sinistrés proches de nos associations partenaires... Tout cela en fonction des besoins exprimés. L'objectif est de répondre aux urgences, dans la confiance.

Du côté médical, des bénévoles du réseau du CCFD-Terre Solidaire rassemblés dans une association nommée « Santé, formation, développement » sont partis en mission en mars 2010 : huit médecins, quatre infirmières, pendant quinze jours, avec du matériel médical.

Au niveau de l'agriculture, nous avons contribué à l'achat de semences locales : 75 tonnes. Ce qui a permis à plusieurs zones du pays de réaliser leurs semailles correctement et d'éviter une insécurité alimentaire grave pour la saison à venir. Un fonds de solidarité pour des familles sinistrées a été créé, essentiellement pour de l'aide alimentaire.



Ces positions sont portées à travers différentes plateformes. En France, l'espace de Partenariat Franco-haïtien (l'EPFH), Coordination Sud, la Coordination Europe-Haïti (COEH) avec une quarantaine de membres.

Stratégiquement et à long terme, comment participer à la reconstruction du pays ? Suite à une deuxième mission du CCFD-Terre Solidaire conjointe avec la Sidi, au mois de mars 2010. Il ressort quatre grandes questions :

- **Le logement** : maisons écroulées et habitats précaires pour lesquels il faut trouver une solution, soulèvent d'énormes problèmes en termes de cadastre, de foncier, de propriété.
- **Les déplacés** : 600 000 personnes accueillies dans les campagnes, est-ce qu'on allait pouvoir créer des conditions pour qu'elles puissent y rester ? est-ce qu'on allait connaître un reflux de ces déplacés vers Port-au-Prince ?
- **La question agricole** : est centrale dans un pays où 65 % de la population vit dans les campagnes.
- **La décentralisation** : le séisme montre ce que nos partenaires dénonçaient déjà, une hypercentralisation du pays qui a complètement négligé ses campagnes.

Participer à la reconstruction du pays



Sur la base de ces constats, nous avons défini une stratégie conjointe CCFD/Sidi, d'autant que nous avons des partenaires communs et que la Sidi est aussi impliquée depuis une dizaine d'années en Haïti. Nous retenons deux axes forts :

1) Gouvernance, décentralisation, renforcement de la société civile

Il nous a semblé important que la société civile dont font partie nos partenaires, puisse renforcer ses capacités d'action.

Les aider à se mettre ensemble pour se coordonner entre ONG de la société civile haïtienne, contribuer à une émergence de

structures décentralisées, aider les associations elles-mêmes à être présentes dans toutes les parties du pays.

Notre partenaire ITECA s'est lancé dans des programmes de construction de maisons alors que ce n'était pas son domaine d'action habituel. Il a décidé de décentraliser ses bureaux et d'ouvrir quatre agences pour donner l'exemple et être interlocuteur des pouvoirs locaux.

2) Développement des activités en milieu rural

Il s'agit d'appuyer à la production de semences paysannes pour contribuer à la souveraineté alimentaire, stimuler et accompagner la création d'activités agricoles. En amont et en aval de l'agriculture, la transformation de produits peut aussi créer de la richesse et des emplois. Renforcer les capacités des producteurs ruraux, développer des filières mangues ou rizicole.

Notre partenaire KNFP travaille sur un projet de fonds rural innovant, qui peut être structurant dans un contexte où il faut relancer l'activité agricole.

Coordonner nos efforts

Au sein de la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la Solidarité), le CCFD-Terre Solidaire participe au lancement d'un groupe de travail Haïti.

Nous nous sommes rendu compte que nous avons des partenaires communs. Cela pouvait donner lieu à des idées de collaboration : facilitation du travail des partenaires, thématiques communes...

Depuis les mois de mars et avril 2010, nous avons participé à plusieurs réunions avec les partenaires principaux en Haïti. Nous leur avons demandé comment ils voyaient l'utilité d'une coordination de nos ONG catholiques pour les aider dans leur travail. Ils ont accueilli positivement l'initiative.

La cellule de concertation Haïti de la Mission universelle de l'Église, lancée à l'initiative de la Conférence des Évêques de France rassemble depuis le mois de juin

2011 : CEF-CEMUE, SNMUE-OPM-Pôle Amérique latine, CORREF, Cie des Filles de la Charité, CCFD-Terre Solidaire, DCC, Secours Catholique, Fidesco, Aumôneries des étudiants.

Dès le mois de janvier un appel à la solidarité envers Haïti avait été lancé par différents organismes d'Église. Aujourd'hui l'objectif est d'appuyer techniquement, avec une équipe d'ingénieurs et de techniciens fiables, des congrégations, des diocèses, des paroisses qui ont besoin de reconstruire des bâtiments et n'ont pas de maître d'œuvre ou les moyens techniques pour le faire. L'idée est également d'être un canal pour trouver des financements.

La cellule de réflexion et d'action nationale, dont vous avez peut-être entendu parler, a été lancée par des jésuites, avec la société civile, pour faire des propositions de reconstruction. Elle se réunit régulièrement, fait part de ses prises de positions.

Ce qui soucie le CCFD-Terre Solidaire, c'est la forte présence internationale, ressentie comme une occupation par les Haïtiens. Cette présence a des conséquences sur les projets de nos partenaires et des associations haïtiennes en général : concurrence sur les ressources humaines, sur les logements, sur les voitures, augmentation des prix. Des éléments qui, indirectement déstructurent leur action de long terme avec un afflux d'argent qui fait perdre de vue la mesure du développement.

TEMPS D'ÉCHANGES SUR L'EXPÉRIENCE DES CONGRÉGATIONS, OU QUESTIONS

■ *Sœurs de la Sagesse, congrégation très engagée dans l'éducation à Haïti, plusieurs écoles, un institut pour enfants sourds et aveugles qui a été complètement détruit : depuis un an, nos sœurs qui sont sur place sont frappées par l'engagement des uns et des autres pour que les enfants soient pris en charge. Très rapidement, dès le début du mois d'avril 2010, alors que les classes étaient par terre, les enseignants encore là se sont mobilisés pour accueillir les enfants. C'est un point positif et impressionnant de l'engagement de la société civile pour que les enfants ne restent pas trop longtemps livrés à eux-mêmes.*

■ *On peut ajouter aussi que notre Province canadienne a tout de suite proposé à une sœur haïtienne une bourse pour venir faire des études d'agronomie. Nous avons jusque-là de petites écoles dans les Mornes, mais nous n'étions pas investies dans le développement rural.*

■ *Ma congrégation n'est pas présente en Haïti, mais quand on voit le dynamisme des Haïtiens et leur volonté de vie, je dis que les gens ont l'espoir.*

■ *Les Sœurs du Sacré-cœur de Mormaison : nous ne sommes pas présentes en Haïti mais en République Dominicaine. La Conférence des Supérieures Majeures est en lien avec les congrégations qui sont en Haïti. Le jour du séisme, elles étaient en réunion à Port-au-Prince. Elles se sont donc tout de suite mobilisées, et en particulier par rapport aux enfants, pour qu'ils ne soient pas abandonnés à eux-mêmes dans les rues, et ça continue encore aujourd'hui.*

■ *On peut relever la grande dignité des Haïtiens que l'on voit sur les photos et les images qui nous parviennent (Internet). Les enfants dans les écoles sont en uniforme impeccable, des petits nœuds dans les cheveux, alors que l'on sait leurs conditions de logement, le manque d'eau.*

■ *Les Petites Sœurs de l'Assomption : je suis assez choquée, à travers les nouvelles qui nous parviennent de voir la difficulté que l'on a pour utiliser l'argent donné au bénéfice des familles et du pays tout entier. Il y a là une question très préoccupante. Comment le CCFD-Terre Solidaire s'assure que l'argent est bien utilisé ? Vous avez parlé des fonds que vous avez vous-mêmes récoltés, et sur ces fonds une certaine somme a été attribuée aux urgences. Comment faites-vous pour que l'argent arrive bien à destination ?*

Violaine DORY,
chargée de mission Haïti au CCFD-Terre Solidaire

Il faut faire la part des choses : entre les 10 milliards de dollars promis (engagement d'État à État), annoncés, qui n'arrivent pas et qui risquent à un moment ou à un autre de se confondre avec l'aide au développement habituelle ou l'annulation de la dette, et ce que notre ONG peut apporter.

À notre niveau il est normal de ne pas tout décaisser d'un coup ; il faut laisser à nos partenaires le temps de la formulation des besoins, plans de reconstruction avant d'engager les transferts financiers. L'argent n'arrive peut-être pas jusqu'à la main d'un Haïtien qui n'a plus de maison, mais il a fallu fournir des tentes, de l'eau, de l'alimentation, des soins... payer les personnes qui ont participé aux opérations « cash for work » (argent pour travail) pour ramasser les gravats et autres nombreux travaux de déblaiement, loger 1,5 million de personnes sans abri pendant un an...

Pour le CCFD-Terre Solidaire, l'argent va en majorité à des partenaires, donc à des Haïtiens. Le bénéficiaire final en pourra être par exemple un paysan qui va recevoir des kilos de semences, une tente... Si ça n'arrive pas à un bénéficiaire, au moins cela aura permis à une structure haïtienne de fonctionner.

Jacques MATTHYS

Il faut savoir que quand on fait un appel d'urgence, comme à Haïti, ou comme pour le tsunami, nous sommes très contrôlés par les pouvoirs publics. La Cour des Comptes va venir probablement d'ici un an ou deux, et va nous demander très précisément ce qu'on a fait des deux millions récoltés. Ils vont aller dans le détail. Ce contrôle vient d'être fait au CCFD-Terre Solidaire pour le tsunami et s'est bien passé puisque nous avons eu les félicitations de la Cour des Comptes sur la façon dont l'argent récolté avait été utilisé. On ne peut pas faire n'importe quoi, et cela demande presque une double comptabilité, parce que tout ce qui est récolté au nom d'Haïti doit vraiment partir sur les projets pour Haïti.

■ *Nous avons nos sœurs là-bas, à Jacmel, dans la zone qui était proche de l'épicentre, et le jour du séisme, deux d'entre elles étaient à Port-au-Prince. Une sœur restait dans la communauté. Les jours qui ont suivi, on racontait beaucoup de choses dans les communautés. On a appris de cette façon qu'il y avait une mauvaise transmission, c'était normal. J'ai pris mon téléphone et j'ai parlé aux sœurs, et là j'ai eu des informations de bonne source ; les sœurs l'ont su et notre maison à Paris a fonctionné comme un relais, entre nos sœurs haïtiennes qui étaient en Afrique et qui n'avaient pas de nouvelles et ne pouvaient pas communiquer avec leurs parents en Haïti. On a réussi à joindre les parents pour leur communiquer des nouvelles. C'était très beau.*

■ *Nos sœurs de Jacmel sont très impliquées dans la Caritas. Elles ont mis des gens du pays en charge de petites cellules de Caritas. Et jusque maintenant, elles disent : grâce à toutes ces petites cellules, les gens ont été pris en compte et sont reconnus, bien encadrés, soutenus.*

■ *Les Spiritains sont allés en Haïti, cette année, un an après pour la rédaction de Pentecôte sur le Monde. Deux numéros sur Haïti vont paraître prochainement, à partir de cette visite.*

■ *Sœur Marie-Françoise, des Sœurs de la Charité Notre-Dame d'Évron : pouvez-vous nous dire quelques mots sur la manière dont les partenaires vous informent sur l'utilisation de l'argent ?*

Violaine DORY

Nous avons des nouvelles par téléphone ou par mail. Dès que le besoin a été formulé, nous avons décaissé rapidement les sommes demandées, les comptes sont venus après, avec un compte rendu précis qui, s'il ne présente pas forcément des factures à l'appui, décrit les dépenses réalisées et en précisant exactement l'utilisation des fonds : la réparation de la radio communautaire, l'achat du local, les semences... De façon générale, comme pour chaque projet, un compte rendu financier est exigé et archivé au siège.

■ *Je suis étonnée par l'afflux d'enfants qui sont proposés à l'adoption. Ayant vécu en Afrique, je sais qu'il n'y a pas d'orphelins car il y a la grande famille. Cela montre une misère non seulement matérielle, mais morale.*

■ *Le CCFD-Terre Solidaire est intervenu en urgence pour ses partenaires ; or actuellement il y a d'autres personnes qui ne sont pas partenaires du CCFD-Terre Solidaire et qui sont peut-être dans l'urgence. L'argent disponible ne peut-il pas être utilisé pour eux ?*

Violaine DORY

Il m'est difficile de répondre à cette question. Nous avons pris des orientations aujourd'hui qui n'excluent pas ceux qui ne sont pas nos partenaires, mais très rapidement après le séisme, on s'est concentré sur les relations qu'on avait déjà et on a répondu à cette urgence-là. Aujourd'hui on est dans une phase de construction de projets sur du long terme.

LA VIE RELIGIEUSE EN HAÏTI

20 INSTITUTS MASCULINS

Clercs de Saint Viateurs • Cœur Immaculée de Marie • Compagnie de Jésus (Jésuites) • Compagnie de Marie (Montfortains) • Congrégation de Sainte Croix • Congrégation du Saint Esprit (Spiritains) • Frères de l'Instruction Chrétienne (Ploërmel) • Frères des Écoles Chrétiennes • Frères du Sacré-Cœur • Frères Capucins • Oblats de Marie Immaculée • Ordre des Prêcheurs (Dominicains) • Ordre des Serviteurs des malades (Camilliens) • Petits Frères de Marie (Maristes) • Société de Marie (Marianistes) • Petits frères de Sainte Thérèse • Rédemptoristes • Salésiens de Dom Bosco • Société des Prêtres de Saint Jacques • Bénédictins de Landevenec

23 INSTITUTS FÉMININS

Compagnes de Jésus • Filles de Marie • Filles de la Charité de St Vincent de Paul • Filles de Marie Auxiliatrice • Filles de la Sagesse • Dominicaines de la Présentation de Tours • Institut séculier – auxiliaires franciscaines • Missionnaires de la Charité • Oblates Missionnaires de Marie Immaculée • Petites Sœurs de Sainte Thérèse • Charité de Sainte Hyacinthe • Charité de Saint-Louis • Saint François d'Assise • Saint Joseph de Cluny • Saint Paul de Chartres • Saint Joseph de Saint Vallière • Sainte Union des Sacrés-Cœurs • Sainte Anne • Bon Pasteur du Québec • Missionnaires de l'Immaculée Conception • Petites sœurs de l'Évangile • Missionnaires du Christ Roi • Filles de Jésus de Kermar



Les partenariats du CCFD à Madagascar

L'Océan Indien

Madagascar est plongé dans une crise politique profonde. Le pays est dirigé depuis le 17 mars 2009 par Andry Rajoelina, ancien maire d'Antananarivo et président de la Haute Autorité de Transition (HAT).

La feuille de route de sortie de crise proposée par le chef de la délégation de la SADC, Leonardo Simao le 31 janvier 2011, constitue un pas vers la validation du processus électoral dont l'échéance est fixée au 30 novembre 2011.

La feuille de route fait appel à la continuation du dialogue malgache-malgache pour la sortie de crise à Madagascar et appelle à la formation d'un gouvernement de transition d'union nationale dirigé par un Premier Ministre de consensus.

La société civile malgache reste divisée quant au chemin à prendre pour parvenir à une résolution de la crise ; mais elle s'accorde pour dénoncer les dérives du pouvoir de Transition, et face à ce constat, appelle au retour à l'ordre et à l'organisation de l'opposition pour « en finir avec la Transition¹ ». Elle fustige les autorités en place qui « continuent à violer les principes de dialogue social, à enrichir des clans mafieux et à perpétuer une politique autiste, peu soucieuse des réels besoins du peuple souverain sans défense² ». Il semble aujourd'hui évident que les hommes politiques continuent à entretenir le désaccord, tout en profitant au maximum d'une situation qui bénéficie au plus grand nombre d'entre eux. Mal informés, déstabilisés, et focalisés sur leur propre survie, force est de constater que, de manière générale, les représentants des mouvements de jeunes ont fait le choix de ne pas être acteurs des débats liés à la crise politique. Les Églises quant à elles ont souvent tendance à se tenir à l'écart...

Des élections crédibles doivent impérativement être organisées avant que le pouvoir actuel ne verrouille tous les contre-pouvoirs. La corruption est presque généralisée, notamment dans les concours administratifs nationaux, et le pillage des richesses nationales s'aggrave : cas des bois



de rose, de l'or... Les financements internationaux officiels s'étant peu à peu taris, le président de la Haute Autorité de Transition se tourne vers d'autres sources du secteur privé notamment pour renflouer les caisses de l'État et tenter de concrétiser ses nombreuses promesses de la campagne pour le référendum constitutionnel (entaché de fraudes) d'octobre/novembre 2010. À noter par ailleurs, la création d'une holding entre la République de Madagascar et la China International Fund Limited (CFI) dont l'objet est de favoriser les investissements dans les domaines agricoles, miniers, industriels et touristiques. Le Groupe agro-industriel français Louis Dreyfus a lui aussi annoncé son implantation à Madagascar.

Ces propositions constituent une vraie menace pour la démocratie malgache, la liberté d'expression et la préservation des ressources dans la mesure où la plupart de ces investissements se déroulent en toute opacité et sans concertation aucune, avec la population locale, voire avec les instances « démocratiques » en place.

¹ « En finir avec la Transition » - 21 janvier 2011 - SeFaFi.

² « Braderie des travailleurs malgaches et des richesses naturelles. L'avenir de Madagascar est en jeu » - Janvier 2011 - ISEMA.

Au niveau social, le tableau est sombre : la cherté de la vie (le prix du riz a augmenté de 30 % et atteint parfois les 1 600 A/kilo, les inondations de la région de l'Androy ainsi que le retard de pluie sur les hauts plateaux compromettent la récolte d'avril-mai) ; et l'accroissement des insécurités tant en milieu rural qu'en milieu urbain accentuent l'appauvrissement de la majorité. La situation socio-économique de Madagascar se dégrade et celle de la population s'empire, en atteste le « Rapport mondial sur le dévelop-

pement humain 2010 », qui classe Madagascar parmi les pays à développement humain faible avec un IDH de 0,435 contre 0,533 en 2005 et 0,571 en 2008.

Cette crise à néanmoins cela de bon qu'elle permet de fait naître le débat sur la Grande Île (ethnies, poids de la tradition, reste encore le douloureux tabou des castes...) et la prise de conscience que Madagascar est responsable de son destin.

Madagascar est un pays qui nécessite un accompagnement rapproché.

Axes forts

Consolider le rapprochement Sidi/CCFD-Terre Solidaire sur le volet de la micro-finance sociale et promouvoir la Valeur Ajoutée Rurale (PVAR).

La société civile est en proie à une politisation croissante qui requiert une vigilance et un accompagnement, visant à faire avancer le débat sur la construction d'une citoyenneté et d'une fraternité, fondatrices de l'élaboration d'un projet social commun. La notion d'entreprise sociale est inexistante et la question du rôle économique de l'État, systématiquement remis en cause par les théories libérales, est à remettre en débat car en dépendent les questions de justice sociale et de cohésion politique.

Faciliter la mise en réseau d'organisations, appuyer des personnalités, favoriser les échanges d'expérience.

Le renforcement du tissu associatif nécessite qu'à tous les échelons s'opère une réflexion sur la culture malgache, sur l'identité, en tenant compte des spécificités de chaque région. Cela nécessite bien sûr une connaissance approfondie des territoires et la constitution d'alliances locales solides. Le renforcement du tissu associatif malgache doit permettre d'éviter que le pays, qui regorge de ressources foncières et minières, ne plonge dans le dédale de la course au moins-disant fiscal et social. Dans ce contexte, ouvrir des espaces de débat, et soutenir des acteurs visionnaires paraît essentiel.

Développer, partager, et capitaliser l'expérience en matière de foncier. Se rapprocher des réalités rurales. Favoriser la manifestation pratique de la solidarité.

Soutenir la redynamisation des fokonolana (communautés de base).

Avec les organisations du Groupe CIDSE³ la priorité sera donnée à l'échange d'information sur le foncier qui est au cœur de notre stratégie. Le CCFD-Terre Solidaire veillera aussi à ce que ses partenaires continuent et progressent dans leurs engagements auprès des paysans et des administrations publiques pour faire avancer la réforme foncière d'une part et rétablir la confiance entre administrations publiques et communautés de base d'autre part.

Appuyer le rôle social de l'Église dans la société de manière à revoir le vivre ensemble et à défendre les droits des populations lésées.

La société malgache se caractérise par un sens solidaire et collectiviste qui s'exprime principalement au niveau des familles, du lignage ou du clan (Fihavanana), il dépasse ce cadre au sein des paroisses en particulier sur les Hauts-plateaux. Les organisations membres du groupe CIDSE Madagascar cherchent à unir leurs efforts pour que l'enseignement social de l'Église progresse sur la Grande Île par l'intermédiaire des paroisses, grâce à l'appui de certains évêques et de prêtres avec lesquels les congrégations religieuses peuvent tisser des liens. Les initiatives favorisant le dialogue interreligieux et la réconciliation des Églises sont aussi à promouvoir. Le CCFD-Terre Solidaire suit également avec attention la mise en place du projet de bonne gouvernance des industries extractives du groupe CIDSE.

³ Coopération internationale pour le développement et la solidarité

Partenaires



Les membres de la Muso Miiaramandsoa soutenue par TITEM à Amboangivy dans la région Itasy

◆TITEM – Tahiry Iombonan'ny Tantsaha Eto Madagasikara

Ligne de financement commune aux paysans à Madagascar

TITEM intervient dans le domaine de la micro-finance en milieu rural et assure la promotion et la mise en place des Mutuelles de Solidarité (MUSO), organisations paysannes villageoises fondées sur les principes de solidarité, de coopération et d'entraide.

- Mutuelles de solidarité (microcrédits) et greniers villageois. *Régions Itasy – Analamanga – Vakinakaratra*

◆FIDEV (Finances et développement)

FIDEV est l'opérateur d'un « Centre de ressources et d'appui en gestion », destiné aux institutions de micro-finance (IMF) de petite et moyenne taille à Madagascar, pour les amener à leur consolidation, leur professionnalisation et pour accroître la portée de leurs activités.

- Appui à la structuration de la micro-finance sociale. *Antananarivo*

◆CDA (Conseil de développement d'Andohetapenaka)

- Appui à l'autopromotion du quartier Andohetapenaka (microcrédits, scolarisation, services de santé, formation professionnelle, ateliers de production). *Antananarivo*

◆CEFAAM (Centre de formation agricole, artisanale, ménagère et sociale)

Le CEFAAM accueille de jeunes ruraux et leur octroie une formation polyvalente en agriculture, petit élevage, artisanat et éducation ménagère.

- Appui à la formation professionnelle. *Mahitsy*

◆HARDI (Harmonisation des actions pour un développement intégré)

HARDI intervient dans les domaines du développement rural : appui à la structuration de filière agricole et artisanale ; sécurisation foncière et du développement urbain : micro-finance sociale, enfance en situation difficile.

Antananarivo – Miadanandriana

Au niveau national

◆Apostolat de la mer (ECAR Madagascar)

Commission épiscopale des gens de la mer et des migrants

Coordination nationale, formation et animation des antennes locales dans le souci d'interpeller l'opinion publique quant à l'humanisation des conditions socioprofessionnelles des gens de la mer.

◆Plateforme SIF (Solidarité des intervenants sur le foncier)

Plateforme d'acteurs sur les questions foncières : plaidoyer

◆FFF-Malagasy Mahombe

Formations, renforcement institutionnel ; appui à la consolidation de la société civile ; formation de responsables sociaux sur la citoyenneté.

Alliés – personnes et organisations ressources

◆ Commission Justice et Paix

Organise l'observation des élections, entre autres.

◆ Centre « Foi et Justice »

Publie des textes importants : constitution, code du travail, etc., Sylvain Urfer s.j.

Foi & Justice – BP 272 Antananarivo/Série « questions actuelles »

Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar, sept 2010/Hans Maier

L'Église de Madagascar, comme partout dans le monde, fait partie de la société qui l'environne et souffre des mêmes maladies que cette société : corruption, compromissions et défaitisme. Malgré ce conditionnement sociétal, l'Église de Madagascar a joué un rôle phare pour une société désorientée, et se doit par vocation de continuer à être « lumière du monde » (Mt 5,14) et « levain dans la pâte » (1 Cor 5,6) au milieu d'une société qui se cherche.

◆ BUCAS – Bureau d'action sociale de Tananarive

Ces organisations jouent un rôle d'appui aux centres sociaux.

◆ OVP – Observatoire de la vie publique

SeFaFi – *Sehatra Fanarahamaso ny Fiainam-pirenena*

Organisation laïque de la société civile qui essaie d'orienter l'évolution politique et civile en publiant régulièrement des communiqués sur la situation actuelle, réunis en recueils annuels : celui de 2008 est intitulé. *À qui appartient l'État ?*

◆ CdSM – Consortium de solidarité avec Madagascar

Groupe de travail français constitué de personnes morales et personnes physiques sur des questions liées à l'impact de la mondialisation à Madagascar. Travaux de plaidoyer auprès des autorités françaises.

Survie – Cedetim – CCFD-Terre Solidaire – CTM.

◆ GROUPE CIDSE Madagascar

Groupe d'échange et de travail constitué des organisations de la CIDSE présentes à Madagascar.

◆ SIDI – Solidarité internationale pour le développement et l'investissement

Appui conjoint au volet micro-finance sociale et promotion de valeur ajoutée dans le grand Sud malgache.

Autres alliés et personnes ressources

Sur le renforcement de capacités

◆ Le CIEDEL (renforcement institutionnel)

◆ inTERREface (appui/conseil en entrepreneuriat social et solidaire)

Sur le foncier

◆ ILC – International Land Coalition/Inter-coopération Suisse

◆ SAHA/Observatoire du foncier et Programme national foncier

Évêques : Mgr Désiré : évêque de Tamatave
Mgr Odon : archevêque d'Antananarivo

Anthropologue : Emmanuel Fauroux, spécialiste du grand Sud de Madagascar



Le président de la Muso Miiaramandsoa soutenue par TITEM à Amboangivy dans la région Itasy

Participations

□ PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS

Créer et alimenter des espaces de débats et de dialogue favorisant l'émergence d'une réflexion sur les modèles de société et le décloisonnement des acteurs sociaux.

S'engager avec le groupe CIDSE à redéfinir le rôle de l'Église dans la société, de manière à revoir le vivre ensemble et à défendre les droits des populations lésées.

Contribuer à l'établissement d'une société de droit à Madagascar.

□ SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Permettre un meilleur accès aux moyens de production en milieu rural.

Faciliter l'accès au crédit en milieu rural.

Consolider et faire valoir le secteur de la micro-finance sociale à Madagascar.

Faciliter La réforme foncière à Madagascar de manière à respecter les droits des populations vulnérables.

Favoriser l'émergence de mouvements paysans structurés à même de faire valoir les besoins de la filière auprès de leurs communautés et des autorités locales.

Permettre aux paysans et aux pêcheurs d'être les acteurs de leur propre développement et du développement économique de leur pays.

Soutien à la pêche traditionnelle à travers un engagement de l'Église.

Participer à la sécurisation foncière des habitants et producteurs de la commune de Miadanandriana.

Favoriser l'émergence de l'entreprenariat social à Madagascar. Accompagner une entreprise sociale à atteindre des objectifs de maturité sociale et solidaire dans le Grand Sud.

Soutenir le développement de filières agricoles et artisanales en milieu rural.

□ PLAIDOYER

Appui aux actions de plaidoyer menées par nos partenaires en faveur d'une sortie durable de la crise politique. Implication et relais auprès des autorités françaises.

LA VIE RELIGIEUSE À MADAGASCAR

• Augustines Notre Dame de Paris • Bon Sauveur de Caen • Bon Pasteur d'Angers • Carmélites de Saint Joseph • Charité de Saint-Louis • Chemin Neuf • Congrégation du Saint-Esprit • Compagnie de Jésus Congrégation des Sœurs de l'Immaculée Conception de Niort • Divine Providence de Saint Jean de Bassel • Enfant Jésus de La Providence de Rouen • Filles de La Charité de Saint Vincent de Paul • Filles de La Charité du Sacré-cœur de Jésus • Filles du Cœur de Marie • Filles de Marie de Saint-Denis de La Réunion • Filles de La Providence dite de Sainte Thérèse • Filles de La Sagesse • Franciscaines Servantes de Marie • Fraternité Contemplative Missionnaire • Frères des Écoles Chrétiennes • Frères du Sacré-cœur • Marie Réparatrice • Missionnaire et Adoratrice de La Sainte Famille (Masf) • Missionnaires Notre Dame de La Salette • Notre Dame de Charité du Bon Pasteur • Notre Dame du Cénacle • Orantes de L'assomption • Petites Franciscaines de Marie • Petites Sœurs de L'Évangile Charles de Foucauld • Petites Sœurs Missionnaires de la Charité (Sœurs Orionistes) • Prêtres du Sacré-Cœur De Jésus — SCJ • Rédemptoristes • Sacré-Cœur de Saint Jacut-Les-Pins • Sacré-Cœur de Jésus • Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie • Saint Joseph de Cluny • Saint Paul de Chartres • Sainte Thérèse d'Avesnes • Salésiens • Salésiennes De Marie Immaculée • Servantes des Pauvres de Jeanne Delanouë • Servantes de la visitation • Société des Sœurs du Prado • Sœurs du Christ • Très Saint Sauveur • Union Notre Dame de Charité